

## RECUEIL DECISIONS DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL PRISES EN APPLICATION DE LA LOI N° 2020-290 DU 23 MARS 2020 RELATIVE A L'URGENCE SANITAIRE



### DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL PRISE EN APPLICATION DE LA LOI N° 2020-290 DU 23 MARS 2020 RELATIVE A L'URGENCE SANITAIRE PROROGEE PAR LA LOI N° 2020-546 DU 11 MAI 2020

OBJET : DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS (Axe 4 Construire une vision partagée de la qualité de vie - Fonction 7-Aménagement et environnement - Politique bâtiments départementaux)

-:-:-:-:-:-

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.3211-1 et L. 3211-2,

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19, notamment son article 11,

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, notamment l'article 1<sup>er</sup>,

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de COVID-19, notamment son article 1<sup>er</sup> point III,

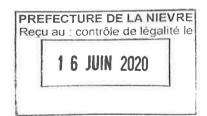
VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

VU les demandes de subventions formulées,

VU l'urgence,

Considérant la crise sanitaire liée à l'épidémie du COVID-19 et les conséquences qui en découlent, impliquant notamment un empêchement de fonctionnement normal des institutions,

Considérant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et les difficultés d'organiser le travail ou les réunions en présentiel du fait que la prudence est toujours de mise,



### ARTICLE 1:

- DE VALIDER la réalisation et le plan de financement de l'opération retenue dans le cadre de la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID), à savoir l'amélioration de la base nautique des Settons pour un montant de travaux estimé à 93 400 € H.T dont le financement serait le suivant :

Subvention DSID	28 020 €
Département de la Nièvre	65 380 €
Total HT	93 400 €

- DE SOLLICITER la DSID conformément au plan de financement validé.

### **ARTICLE 2:**

Le Président du Conseil départemental informe sans délai et par tout moyen les conseillers départementaux de la présente décision dès son entrée en vigueur. Il en rend compte également à la prochaine réunion du Conseil départemental ou de la commission permanente.

### **ARTICLE 3:**

Ampliation de la présente décision sera transmise à Madame la Préfète de la Nièvre pour le contrôle de légalité.

La présente décision sera inscrite au Recueil des Actes Administratifs du Département et fera l'objet d'un affichage à la porte principale de l'Hôtel du département.

### **ARTICLE 4:**

Le Directeur Général des Services et le cas échéant le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

### **ARTICLE 5:**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Dijon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou sa publication. Le Président du Conseil départemental peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, étant précisé que l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

Décision publiée le

1 5 JUIN 2020

Le Président du conseil départemental,

Alain LASSUS



### DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL PRISE EN APPLICATION DE LA LOI N° 2020-290 DU 23 MARS 2020 RELATIVE A L'URGENCE SANITAIRE PROROGEE PAR LA LOI N° 2020-546 DU 11 MAI 2020

OBJET: DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS (Axe 4 Construire une vision partagée de la qualité de vie - Fonction 7-Aménagement et environnement - Politique bâtiments départementaux)

-:-:-:-:-:-:-:-

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.3211-1 et L. 3211-2,

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19, notamment son article 11,

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, notamment l'article 1er,

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de COVID-19, notamment son article 1er point III,

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

VU les demandes de subventions formulées,

VU l'urgence,

Considérant la crise sanitaire liée à l'épidémie du COVID-19 et les conséquences qui en découlent, impliquant notamment un confinement de la population depuis le 17 mars 2020 et un empêchement de fonctionnement normal des institutions,

Considérant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et les difficultés d'organiser le travail ou les réunions en présentiel du fait que la prudence est toujours de mise,



### **ARTICLE 1:**

- DE VALIDER la réalisation et le plan de financement retenu dans le cadre de la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID), à savoir : compléter le maillage cyclable Loire Nivernais Morvan pour un montant estimé de 52 600 € H.T dont le financement serait le suivant :

Subvention DSID	15 780 €	
Département de la Nièvre	36 820 €	
Total HT	52 600 €	

- DE SOLLICITER la DSID conformément au plan de financement validé.

### **ARTICLE 2:**

Le Président du Conseil départemental informe sans délai et par tout moyen les conseillers départementaux de la présente décision dès son entrée en vigueur. Il en rend compte également à la prochaine réunion du Conseil départemental ou de la commission permanente.

### **ARTICLE 3:**

Ampliation de la présente décision sera transmise à Madame la Préfète de la Nièvre pour le contrôle de légalité.

La présente décision sera inscrite au Recueil des Actes Administratifs du Département et fera l'objet d'un affichage à la porte principale de l'Hôtel du département.

### **ARTICLE 4:**

Le Directeur Général des Services et le cas échéant le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

### **ARTICLE 5:**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Dijon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou sa publication. Le Président du Conseil départemental peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, étant précisé que l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

Décision publiée le 1 5 JUIN 2020

Alain/LASSUS

Le Président du conseil départemental,



### DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL PRISE EN APPLICATION DE LA LOI N° 2020-290 DU 23 MARS 2020 RELATIVE A L'URGENCE SANITAIRE PROROGEE PAR LA LOI N° 2020-546 DU 11 MAI 2020

OBJET: DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS (Axe 4 Construire une vision partagée de la qualité de vie - Fonction 7-Aménagement et environnement - Politique bâtiments départementaux)

-:-:-:-:-:-:-:-

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.3211-1 et L. 3211-2,

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19,notamment son article 11,

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, notamment l'article 1<sup>er</sup>,

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de COVID-19, notamment son article 1<sup>er</sup> point III,

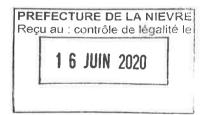
VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

VU les demandes de subventions formulées,

VU l'urgence,

Considérant la crise sanitaire liée à l'épidémie du COVID-19 et les conséquences qui en découlent, impliquant notamment un empêchement de fonctionnement normal des institutions,

Considérant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et les difficultés d'organiser le travail ou les réunions en présentiel du fait que la prudence est toujours de mise,



### **ARTICLE 1:**

- DE VALIDER la réalisation et le plan de financement de l'opération retenue dans le cadre de la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID), à savoir le relogement du site d'action médico sociale à Corbigny pour un montant estimé de 103 350 € H.T dont le financement serait le suivant :

Subvention DSID	31 005 €
Département de la Nièvre	72 345 €
Total HT	
	103 350 €

- DE SOLLICITER la DSID conformément au plan de financement validé.

### **ARTICLE 2:**

Le Président du Conseil départemental informe sans délai et par tout moyen les conseillers départementaux de la présente décision dès son entrée en vigueur. Il en rend compte également à la prochaine réunion du Conseil départemental ou de la commission permanente.

### **ARTICLE 3:**

Ampliation de la présente décision sera transmise à Madame la Préfète de la Nièvre pour le contrôle de légalité.

La présente décision sera inscrite au Recueil des Actes Administratifs du Département et fera l'objet d'un affichage à la porte principale de l'Hôtel du département.

### **ARTICLE 4:**

Le Directeur Général des Services et le cas échéant le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

### **ARTICLE 5:**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Dijon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou sa publication. Le Président du Conseil départemental peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, étant précisé que l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

Décision publiée le 1 5 JUIN 2020

Le Président du conseil départemental, Alain LASSUS



### DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL PRISE EN APPLICATION DE LA LOI N° 2020-290 DU 23 MARS 2020 RELATIVE A L'URGENCE SANITAIRE PROROGEE PAR LA LOI N° 2020-546 DU 11 MAI 2020

OBJET: DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS (Axe 4 Construire une vision partagée de la qualité de vie - Fonction 7-Aménagement et environnement - Politique bâtiments départementaux)

-:-:-:-:-:-:-

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.3211-1 et L. 3211-2,

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19, notamment son article 11,

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, notamment l'article 1<sup>er</sup>,

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de COVID-19, notamment son article 1er point III,

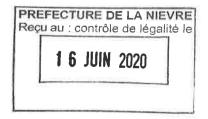
VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

VU les demandes de subventions formulées,

VU l'urgence,

Considérant la crise sanitaire liée à l'épidémie du COVID-19 et les conséquences qui en découlent, impliquant notamment un empêchement de fonctionnement normal des institutions,

Considérant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et les difficultés d'organiser le travail ou les réunions en présentiel du fait que la prudence est toujours de mise,



### **ARTICLE 1:**

- DE VALIDER la réalisation et le plan de financement de l'opération retenue dans le cadre de la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID), à savoir les travaux sur la toiture terrasse au collège d'Imphy (tranche 2) pour un montant estimé de 98 430 € H.T dont le financement serait le suivant :

Subvention DSID	29 529 €
Département de la Nièvre	68 901 €
Total HT	98 430 €

- DE SOLLICITER la DSID conformément au plan de financement validé.

### **ARTICLE 2:**

Le Président du Conseil départemental informe sans délai et par tout moyen les conseillers départementaux de la présente décision dès son entrée en vigueur. Il en rend compte également à la prochaine réunion du Conseil départemental ou de la commission permanente.

### **ARTICLE 3:**

Ampliation de la présente décision sera transmise à Madame la Préfète de la Nièvre pour le contrôle de légalité.

La présente décision sera inscrite au Recueil des Actes Administratifs du Département et fera l'objet d'un affichage à la porte principale de l'Hôtel du département.

### **ARTICLE 4:**

Le Directeur Général des Services et le cas échéant le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

### **ARTICLE 5:**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Dijon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou sa publication. Le Président du Conseil départemental peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, étant précisé que l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

Décision publiée le 1 5 JUIN 2020

Le Président du conseil départemental, Alain LASSUS



### DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL PRISE EN APPLICATION DE LA LOI N° 2020-290 DU 23 MARS 2020 RELATIVE A L'URGENCE SANITAIRE PROROGEE PAR LA LOI N° 2020-546 DU 11 MAI 2020

OBJET: DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS (Axe 4 Construire une vision partagée de la qualité de vie - Fonction 7-Aménagement et environnement - Politique bâtiments départementaux)

-:-:-:-:-:-:-

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.3211-1 et L. 3211-2,

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19,notamment son article 11,

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, notamment l'article 1<sup>er</sup>,

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de COVID-19, notamment son article 1<sup>er</sup> point III,

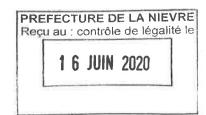
VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

VU les demandes de subventions formulées,

VU l'urgence,

Considérant la crise sanitaire liée à l'épidémie du COVID-19 et les conséquences qui en découlent, impliquant notamment un empêchement de fonctionnement normal des institutions,

Considérant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et les difficultés d'organiser le travail ou les réunions en présentiel du fait que la prudence est toujours de mise,



### **ARTICLE 1:**

- DE VALIDER la réalisation et le plan de financement de l'opération retenue dans le cadre de la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID), à savoir la rénovation du collège Bibracte à Château-Chinon pour un montant estimé de 384 000 € H.T dont le financement serait le suivant :

Subvention DSID	115 200 €	
Département de la Nièvre	268 800 €	
Total HT		
	384 000 €	

- DE SOLLICITER la DSID conformément au plan de financement validé.

### **ARTICLE 2:**

Le Président du Conseil départemental informe sans délai et par tout moyen les conseillers départementaux de la présente décision dès son entrée en vigueur. Il en rend compte également à la prochaine réunion du Conseil départemental ou de la commission permanente.

### **ARTICLE 3:**

Ampliation de la présente décision sera transmise à Madame la Préfète de la Nièvre pour le contrôle de légalité.

La présente décision sera inscrite au Recueil des Actes Administratifs du Département et fera l'objet d'un affichage à la porte principale de l'Hôtel du département.

### **ARTICLE 4:**

Le Directeur Général des Services et le cas échéant le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

### **ARTICLE 5:**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Dijon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou sa publication. Le Président du Conseil départemental peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, étant précisé que l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

Décision publiée le 1 5 JUIN 2020

Le Président du conseil départemental,

Alain LASSUS



### DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL PRISE EN APPLICATION DE LA LOI N° 2020-290 DU 23 MARS 2020 RELATIVE A L'URGENCE SANITAIRE PROROGEE PAR LA LOI N° 2020-546 DU 11 MAI 2020

OBJET: DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS (Axe 4 Construire une vision partagée de la qualité de vie - Fonction 7-Aménagement et environnement - Politique bâtiments départementaux)

-:-:-:-:-:-:-:-

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.3211-1 et L. 3211-2.

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19,notamment son article 11,

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, notamment l'article 1<sup>er</sup>,

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de COVID-19, notamment son article 1<sup>er</sup> point III,

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, VU les demandes de subventions formulées,

VU l'urgence,

Considérant la crise sanitaire liée à l'épidémie du COVID-19 et les conséquences qui en découlent, impliquant un empêchement de fonctionnement normal des institutions,

Considérant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et les difficultés d'organiser le travail ou les réunions en présentiel du fait que la prudence est toujours de mise,



### **ARTICLE 1:**

- DE VALIDER la réalisation et le plan de financement de l'opération retenue dans le cadre de la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID), à savoir le plan de rénovation des sanitaires dans les collèges pour un montant estimé de 294 000 € H.T dont le financement serait le suivant :

Subvention DSID	88 200 €
Département de la Nièvre	205 800 €
Total HT	
	294 000 €

- DE SOLLICITER la DSID conformément au plan de financement validé.

### **ARTICLE 2:**

Le Président du Conseil départemental informe sans délai et par tout moyen les conseillers départementaux de la présente décision dès son entrée en vigueur. Il en rend compte également à la prochaine réunion du Conseil départemental ou de la commission permanente.

### **ARTICLE 3:**

Ampliation de la présente décision sera transmise à Madame la Préfète de la Nièvre pour le contrôle de légalité.

La présente décision sera inscrite au Recueil des Actes Administratifs du Département et fera l'objet d'un affichage à la porte principale de l'Hôtel du département.

### **ARTICLE 4:**

Le Directeur Général des Services et le cas échéant le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

### **ARTICLE 5:**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Dijon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou sa publication. Le Président du Conseil départemental peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, étant précisé que l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

Décision publiée le

1 5 JUIN 2020

Le Président du conseil départemental,

Alain LASSUS



### DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL PRISE EN APPLICATION DE LA LOI N° 2020-290 DU 23 MARS 2020 RELATIVE A L'URGENCE SANITAIRE PROROGEE PAR LA LOI N° 2020-546 DU 11 MAI 2020

OBJET: DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS (Axe 4 Construire une vision partagée de la qualité de vie - Fonction 7-Aménagement et environnement - Politique bâtiments départementaux)

-:-:-:-:-:-

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.3211-1 et L. 3211-2,

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19,notamment son article 11,

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, notamment l'article 1<sup>er</sup>,

VU l'Ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de COVID-19, notamment son article 1er point III,

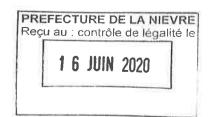
VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

VU les demandes de subventions formulées.

VU l'urgence,

Considérant la crise sanitaire liée à l'épidémie du COVID-19 et les conséquences qui en découlent, impliquant notamment un confinement de la population depuis le 17 mars 2020 et un empêchement de fonctionnement normal des institutions,

Considérant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et les difficultés d'organiser le travail ou les réunions en présentiel du fait que la prudence est toujours de mise,



### ARTICLE 1:

- **DE VALIDER** la réalisation et le plan de financement de l'opération retenue dans le cadre de la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID), à savoir les travaux de sécurité sur le site de Nevers-Magny Cours pour un montant estimé de 2 893 000 € H.T dont le financement serait le suivant :

Subvention DSID	867 900 €
Département de la Nièvre	2 025 100 €
Total HT	2 893 000 €

- DE SOLLICITER la DSID conformément au plan de financement validé.

### **ARTICLE 2:**

Le Président du Conseil départemental informe sans délai et par tout moyen les conseillers départementaux de la présente décision dès son entrée en vigueur. Il en rend compte également à la prochaine réunion du Conseil départemental ou de la commission permanente.

### **ARTICLE 3:**

Ampliation de la présente décision sera transmise à Madame la Préfète de la Nièvre pour le contrôle de légalité.

La présente décision sera inscrite au Recueil des Actes Administratifs du Département et fera l'objet d'un affichage à la porte principale de l'Hôtel du département.

### **ARTICLE 4:**

Le Directeur Général des Services et le cas échéant le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

### **ARTICLE 5:**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Dijon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou sa publication. Le Président du Conseil départemental peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, étant précisé que l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

Décision publiée le 1 5 JUIN 2020

Le Président du conseil départemental,

Alain LASSUS



### DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL PRISE EN APPLICATION DE LA LOI N° 2020-290 DU 23 MARS 2020 RELATIVE A L'URGENCE SANITAIRE PROROGEE PAR LA LOI N° 2020-546 DU 11 MAI 2020

OBJET: SIGNATURE D'UN CONTRAT NATURA 2000 SUR DES PARCELLES DE

L'ESPACE NATUREL SENSIBLE DU DOMAINE DES GRANDS PRES

A SAINT AGNAN

(Axe 3 Innover et expérimenter pour plus de solidarité - Fonction 7-Aménagement et Environnement - Politique environnement)

-:-:-:-:-:-

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.3211-1 et L. 3211-2,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015,

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19, notamment son article 11,

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, notamment l'article 1<sup>er</sup>,

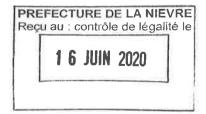
VU l'ordonnance n°2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de COVID-19, notamment son article 1<sup>er</sup> point III,

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

VU l'urgence,

Considérant la crise sanitaire liée à l'épidémie du COVID-19 et les conséquences qui en découlent, impliquant notamment un empêchement de fonctionnement normal des institutions,

Considérant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et les difficultés d'organiser le travail ou les réunions en présentiel du fait que la prudence est toujours de mise,



### **ARTICLE 1:**

- D'APPROUVER les termes de la convention de prêt à usages entre l'exploitant agricole M. Vincent MARTIN et le Conseil Départemental de la Nièvre pour la gestion des parcelles départementales situées sur l'Espace Naturel Sensible du Domaine des Grands Prés ;
- **D'APPROUVER** la mise en œuvre d'un contrat Natura 2000 pour l'entretien et la restauration écologique de l'Espace Naturel Sensible des Grands Prés ;
- **D'APPROUVER** le plan de financement du Contrat Natura 2000 ci-dessous et tous les documents joints à la présente décision (imprimé de demande d'aide, devis) :

DEPENSES	RECETTES			
Opération	Coût (€ HT)	Etat	FEADER	Autofinancemen
Débroussaillage	1 050,00 €	1 0 6 2 5 4 0	2.650.06.6	1 200 40 6
Clôtures	5 852,00 €	1 863,54 €	3 658,06 €	1 380,40 €
Total	6 902,00 €	6 902,00 €	- 1	

- **DE SIGNER** ladite convention ainsi que tous les documents nécessaires à son exécution ou sa modification et tous les documents afférents au contrat Natura 2000, et à le déposer auprès des services instructeurs.

### **ARTICLE 2:**

Le Président du Conseil départemental informe sans délai et par tout moyen les conseillers départementaux de la présente décision dès son entrée en vigueur. Il en rend compte également à la prochaine réunion du Conseil départemental ou de la commission permanente.

### **ARTICLE 3:**

Ampliation de la présente décision sera transmise à Madame la Préfète de la Nièvre pour le contrôle de légalité.

La présente décision sera inscrite au Recueil des Actes Administratifs du Département et fera l'objet d'un affichage à la porte principale de l'Hôtel du département.

### **ARTICLE 4:**

Le Directeur Général des Services et le cas échéant le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

### **ARTICLE 5:**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Dijon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou sa publication. Le Président du Conseil départemental peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, étant précisé que l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

Décision publiée le 15 JUIN 2020

Le Président du conseil départemental, Alain LASSUS













POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL
DEMANDE DE SUBVENTION DANS LE CADRE D'UN CONTRAT NATURA 2000 Cette demande d'aide une fois complétée constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.  Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information.  Veuillez transmettre l'original à la Direction départementale des territoires du département où est situé le projet et conservez une copie.
Cadre réservé à l'administration
Date de réception :
IDENTIFICATION DU DEMANDEUR
N° SIRET : <b>22 58000 10 00012</b> attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises  N° PACAGE :   _ _ _ _   Concerne uniquement les agriculteurs
Civilité <i>(le cas échéant)</i> 🗆 Madame 🗆 Monsieur
STATUT JURIDIQUE :  Particuller, association loi 1901, collectivité, groupement de communes, société, autres  Collectivité territoriale
TAILLE de la structure (nombre d'agents/employés) :
NOM de naissance ou RAISON SOCIALE pour les personnes morales :  Conseil Départemental de la Nièvre  NOM d'usage ou APPELLATION COMMERCIALE pour les personnes morales : (le cas échéant)
Para las harrantes a singles fair harriel as in disdatance.
Pour les personnes morales (ou pour les indivisions) :  NOM du représentant légal : LASSUS
Prénom du représentant : Alain
NOM, Prénom du responsable du projet <i>(si différent)</i> : BOUDEAU Magali
Fonction du responsable du projet : chargée de missions Biodiversité
COORDONNEES DU DEMANDEUR
Ne pas compléter si vos coordonnées sont déjà connues de la DDT
Adresse : Hôtel du Département – Rue de la Préfecture permanente du démandeur
Code postal : 58 039 Commune : Nevers Cedex :
N° de télécopie :                       Mél :
COORDONNEES DU RESPONSABLE DU PROJET
□ Identiques à la localisation du demandeur
Adresse: 14 bis rue Jeanne d'Arc
Code postal : 58000

Mél : magali.boudeau@nievre.fr

### COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

□ Vous avez un compte bancaire unique ou plusieurs comptes bancaires pour le versement des aides. Le service instructeur connaît ce(s) compte(s) et en possède le(s) RIB. Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de la présente aide, ou bien joindre un RIB :  IBAN  BIC   _   _   _   _   _   _   _   _
☑ Vous avez choisi un nouveau compte bancaire : joindre obligatoirement un RIB.

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financeurs sollicités	Montant en €
Etat	1 863,54
Union européenne	3 658,06
Agences de l'eau	
Autre (précisez)	
Autofinancement d'un maître d'ouvrage public appelant une contrepartie FEADER (au moins 20% pour les collectivités, pour les actions d'investissement)	1 380,40
Sous-total financeurs publics	6 902,00
Participation du secteur privé (précisez) :	
Sous-total financeurs privés	
Autofinancement privé	
TOTAL général = coût du projet	6 902,00
Recettes prévisionnelles générées par le projet pendant la durée de l'opération	0,00



### CALENDRIER DE VOTRE PROJET

Les travaux sont prévus sur 3 ans 1

Année prévisionnelle de mise	Dépense prévisionnelle réellement supportée
en œuvre	correspondante, en €
2020	6 902,00 €
2021	
2022	
Total	6 902,00 €

### LOCALISATION DU PROJET

Site(s) Natura 2000 concerné(s)1:

FR 2600987 - Libellé du site Natura2000 : Milieux humides, forêts, pelouses et habitats à Chauves-Souris du Morvan

Commune principale du projet : SAINT AGNAN Code postal : 58230

Le code et le libellé du site Natura 2000 peuvent être récupérées sur la page internet https://inpn.mnhn.fr/accueil/recherche-de-donnees/natura2000

ACTIONS CONTRACTUELLES PREVUES (inscrites dans le décret du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté ministériel du 17 novembre 2008)

Contra	ats ni agricoles ni forestiers :
×	N01Pi - Chantier lourd de restauration de milieux ouverts par débroussaillage
	N02Pi - Restauration des milieux ouverts par un brûlage dirigé
×	N03Pi - Equipements pastoraux dans le cadre d'un projet de génie écologique
$\boxtimes$	N03Ri - Gestion pastorale d'entretien des milieux ouverts dans le cadre d'un projet de génie écologique
	N04R - Gestion par une fauche d'entretien des milieux ouverts
	NOSR - Chantier d'entretien des milieux ouverts par gyrobroyage ou débroussaillage léger
	N06Pi - Réhabilitation ou plantation de haies, d'alignements d'arbres, d'arbres isolés, de vergers ou de bosquets
6	NOGR - Chantier d'entretien de haies, d'alignements d'arbres, d'arbres isolés, de bosquets ou de vergers
	NO7P - Décapage ou étrépage sur de petites placettes en vue de développer des communautés pionnières d'habitats hygrophiles
	NORP - Griffage de surface ou décapage léger pour le maintien de communautés pionnières en milieu sec
	N09Pi - Création ou rétablissement de mares ou d'étangs
	N09R - Entretien de mares ou d'étangs
	N10R - Chantier d'entretien mécanique et de faucardage des formations végétales hygrophiles
	N11Pi - Restauration de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles
-	N11R - Entretien de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles
	N12 Pi et Ri - Curage locaux des canaux et fossés dans les zones humides
	N13Pi - Chantier ou aménagements de lutte contre l'envasement des étangs, lacs et plans d'eau
	N14Pi - Restauration des ouvrages de petite hydraulique
	N14R - Gestion des ouvrages de petite hydraulique
	N15Pi - Restauration et aménagement des annexes hydrauliques
	N16Pi - Chantier de restauration de la diversité physique d'un cours d'eau et de sa dynamique érosive
	N17Pi - Effacement ou aménagement des obstacles à la migration des poissons dans le lit mineur des rivières
	N18Pi - Dévégétalisation et scarification des bancs alluvionnaires
	N19Pi - Restauration de frayères
	N20P et R - Chantier d'élimination ou de limitation d'une espèce indésirable
	N23Pi - Aménagements artificiels en faveur des espèces justifiant la désignation d'un site
	N24Pi - Travaux de mise en défens et de fermeture ou d'aménagements des accès
	N25Pi - Prise en charge de certains coûts visant à réduire l'impact des routes, chemins, dessertes et autres infrastructures linéaires
	N26Pì - Aménagements visant à informer les usagers pour limiter leur impact
	N27Pi - Opérations innovantes au profit d'espèces ou d'habitats
Contra	ats forestiers:
	F01i - Création ou rétablissement de clairières ou de landes
	F02i - Création ou rétablissement de mares ou étangs forestiers
	F03i -Mise en œuvre de régénérations dirigées
	F05 - Travaux de marquage, d'abattage ou de taille sans enjeu de production
	F06i - Chantier d'entretien et de restauration des ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles
	F08 - Réalisation de dégagements ou débroussaillements manuels à la place de dégagements ou débroussaillements chimiques ou mécaniques
	F09i - Prise en charge de certains surcoûts d'investissement visant à réduire l'impact des dessertes en forêt
	F10i - Mise en défens de types d'habitat d'intérêt communautaire
	F11 - Chantiers d'élimination ou de limitation d'une espèce indésirable
	F12i - Dispositif favorisant le développement de bois sénescents
	F13i - Opérations innovantes au profit d'espèces ou d'habitats
	F14i - Investissements visant à informer les usagers de la forêt
	F15i - Travaux d'irrégularisation de peuplements forestiers selon une logique non productive
	F16 - Prise en charge du surcoût lié à la mise en œuvre d'un débardage alternatif
	F17i - Travaux d'aménagement de lisière étagée

Une fiche détaillant les dépenses prévisionnelles doit être complétée par action.

## **DEPENSES PRÉVISIONNELLES**

Une fiche de présentation des dépenses (en pièce jointe du formulaire) par action doit être complétée avec le détail du montant des différentes actions. Les tableaux ci-dessous sont une synthèse des renseignements de ces fiches.

Synthèse du montant total prévisionnel par action contractuelle :

5 852,00 €	9'00'€	0,00€	5 852,00 €	ı m	E E	3,02	S1, S2, S3	ı m	NO3Ri	FR2600987
5 852,00 €	9'00€	3 00′0	5 852,00 €	H	Ju.	645	L2, L3	2	N03Pi	FR2600987
1 050,00 €	9 00′0	0,00€	1 050,00 €	П	ha	0,89	83	н	NO1Pi	FR2600987
Montant total en € réellement supporté	Montant IVA total présenté en € (à compléter en fonction des précédents blocs)	Montant en € HT Etudes et frais d'expert	Montant en € HT hors études et frais d'expert	NI.	Unité (ha, ml, pct)	Quantité	Id. element	Fiche	Code des actions contractuelles	Code du site Natura 2000

Vérification du plafond des études et frais d'expert :

Oui Le montant des études et frais d'expert est bien inférieur à 12 % du montant éligible du dossier concerné, hors études et frais d'expert :

TANK THANK

□ Non

Reporter l'identifiant que vous avez indiqué sur le plan de localisation des engagements selon la nomenclature décrite dans la notice du formulaire (linéaire, ponctuel, surfacique) Nombre d'interventions (NI) prévues pendant la durée du contrat. Si c'est une action ponctuelle alors NI = 1





☑ <b>Je demande (nous demandons)</b> à bénéficier des aides au titre du contrat Natura 2000
J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :
<ul> <li>☑ N'avoir pas sollicité pour les mêmes actions, une aide autre que celles indiquées sur cette demande d'aide,</li> <li>☑ Avoir pris connaissance des points de contrôle précisés dans la notice d'information,</li> <li>☑ L'exactitude des renseignements fournis dans cette demande et les pièces jointes, et notamment l'exactitude des renseignements fournis sur la nature des surfaces faisant l'objet d'un engagement</li> <li>☑ Détenir les droits réels et personnels des parcelles sur lesquelles des actions doivent être mises en œuvre pendant la durée du contrat, à savoir 5 ans à compter de la date de commencement d'exécution indiquée dans la décision juridique,</li> </ul>
Selon le type de demandeur :  ☑ Ne pas pratiquer une activité agricole au sens de l'article L.311-1 du code rural ☐ Pratiquer une activité agricole au sens de l'article L.311-1 du code rural
Le cas échéant : □ Ne pas récupérer ni totalement ni partiellement la TVA, y compris par le biais du FCTVA, sur les dépenses qui seraient présentées TTC
☑ Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :
<ul> <li>A respecter les engagements figurant dans les cahiers des charges joints à cette demande de subvention pendant la durée du contrat, à savoir 5 ans à compter de la date de commencement d'exécution indiquée dans la décision juridique,</li> <li>A demander les autorisations de travaux nécessaires à la mise en œuvre des actions pour lesquelles une aide est sollicitée et à les fournir à la direction départementale des territoires,</li> <li>A informer à la direction départementale des territoires de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,</li> <li>A permettre / faciliter l'accès à ma structure et aux parcelles sous engagements, aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant 10 années à compter du démarrage du projet.</li> <li>A ne pas solliciter, pendant la durée du contrat, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,</li> <li>A apposer une plaque explicative lorsque le contrat implique un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque.</li> <li>A conserver tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité, pendant 10 années après la fin du projet</li> <li>A respecter les législations communautaires, nationales et des réglementations en matière d'environnement (notamment les mises aux normes), de santé des animaux et</li></ul>
□ Dans le cas particulier de l'action « arbres sénescents », à maintenir les arbres ou les îlots contractualisés pour une durée de 30 ans
<ul> <li>A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à partir du paiement du solde en cas d'investissement,</li> <li>A rester propriétaire des investissements réalisés dans le cadre de ce projet pendant une durée de 5 ans après la fin du projet, si je suis</li> </ul>

☑ A rester propriétaire des investissements réalisés dans le cadre de ce projet pendant une durée de 5 ans après la fin du projet, si je suis propriétaire.

En cas de cessation des investissements réalisés, le nouveau propriétaire s'engage à respecter les clauses du contrat Natura 2000, sinon toutes les sommes perçues doivent être remboursées.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en viqueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

### EXONERATION DE LA TEPNB

☐ Je demande (nous demandons) à bénéficier de l'exonération sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) pour les parcelles dont la liste figure en annexe 1.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> L'exonération de la TFPNB ne peut être demandée que sur les parcelles situées en site Natura 2000 désigné par arrêté ministériel (ZPS ou ZSC). Veuillez-vous rapprocher à la direction départementale des territoires pour plus d'informations.



### LISTE DES PIECES JUSTIFICATIVES A JOINDRE A VOTRE DEMANDE

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à l'administration	Sans objet
DEMANDEUR	2 10			
Exemplaire original de cette demande d'aide complétée et signée	Tous	$\boxtimes$		
Plan de localisation des actions du projet (plan cadastral et orthophotoplan si disponible)	Tous	×		
Le ou les cahiers des charges relatifs aux actions pour lesquelles la demande de subvention est présentée	Tous	×		
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis, attestations, fiches de paie) sauf dans le cas d'actions sur coût simplifié et fiches de présentation des dépenses pour les actions contractuelles envisagées <sup>5</sup> .	Tous	X		
Délibération de l'organe compétent ou PV approuvant le projet et le plan de financement	Si le demandeur est une collectivité territoriale, un établissement public ou une association.	×		
DEMANDEUR	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1			
Copie de pièce d'identité <sup>6</sup>	Si le demandeur est une personne physique			$\boxtimes$
Copie de la pièce d'identité du mandataire et mandat des co-indivisionnaires	Indivision			×
Dans le cas d'un représentant légal, une attestation de pouvoir du signataire l'autorisant à présenter et à signer la demande	Dans le cas d'un représentant légal	×	0	
Certificat d'immatriculation indiquant le n° de SIRET	Tous sauf certaines personnes privées qui conserveront leur n° de SIRET de substitution	×		
K-bis <sup>7</sup> ou inscription au registre ou répertoire concerné	Si le demandeur est une forme sociétaire			$\boxtimes$
Attestation du bénéficiaire indiquant qu'il est titulaire de droits réels et personnels des parcelles sur lesquelles les actions sont prévues	Si le bénéficiaire n'est pas propriétaire		0	×
Copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration en préfecture	Si le demandeur est une association			×
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) <sup>7</sup>	Tous	$\boxtimes$		
Statuts approuvés ou déposés	Si le demandeur est une association pour une première demande de subvention ou lorsqu'ils ont été modifiés			X
Convention constitutive et copie de la parution au JO de l'arrêté d'approbation de la convention constitutive				×
A	PIECES SPECIFIQUES		The second second	
Attestation de dépôt ou décision d'une demande d'autorisation ou de déclaration de travaux (récépissé daté ou accord explicite)	Le cas échéant			×
Attestation de dépôt ou décision d'une demande d'autorisation/déclaration administrative (dossier loi sur l'eau)	Le cas échéant			X

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Ces pièces doivent être datées, comportées l'indication de l'organisme qui les a établies et permettre d'apprécier le montant de la dépense envisagée. Les devis n'ont pas être produits pour les dépenses inférieures ou égales à 1000 € ou en cas de subvention calculée sur une base forfaitaire ou sur un barème.

<sup>6</sup>Attention: Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DDT, à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant:

-	Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis à l'administration après la dernière modification statutaire
	intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire :
	contraire, un K-bis original doit être fourni.

Pour le RIB: il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu de l'administration. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

		Contract of the second		
Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Fiece jointe	Pièce déjà fournie à l'administration	Sans obje
Document annexé au contrat définissant les nodalités de gestion futures	Actions N01Pi et N02Pi	×		
xemple)	Action N02Pi	П		X
ocument de gestion ou engagement à rendre ompatible le plan d'aménagement avec les objectifs latura 2000	Actions forestières, le cas échéant			×
annort du commissaire au compte si il v en a un	Toutes personnes morales de droit privé si la subvention est supérieure à 23 000 € (sauf personnes physiques et collectivités)	0	0	X
	Personnes publiques lorsque les dépenses présentées sont TTC	×		
	Personnes publiques lorsque les dépenses présentées sont TTC			×
nnexe 1 : rormulaire « marches publics »	Si le bénéficiaire est soumis au code des marchés publics ou aux règles de la commande publique	×		
e cas échéant :				
oncière sur les propriétés non bâties	Si le demandeur souhaite bénéficier de l'exonération de la TFNB		п	×
	Si le demandeur souhaite bénéficier de l'exonération de la TFNB			X

NB : les éléments comptables ne sont pas à produire si le demandeur n'est pas astreint à la tenue d'une comptabilité ou si le projet est réalisé par une personne physique et ne concerne pas son activité professionnelle
Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,  ignition j'autorise  je n'autorise pas (2)  l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.  (2) Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide.
Fa.16.3

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à ir	nstruire votre dossier de demande d'aide publique. Les	-

Cachet:

Signature(s) du demandeur :

(du représentant légal pour les personnes morales)

destinataires des données sont l'Agence de services et de paiement (ASP), le Ministère en charge de l'agriculture, le ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie et la région Bourgogne-Franche-Comté.

Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la direction départementale des territoires dont l'adresse figure dans la notice.

# FICHE DES DÉPENSES N°1 DÉTAIL DES ACTIONS (REMPLIR UNE FICHE PAR ACTION)



## FICHE DE PRÉSENTATION DES DÉPENSES POUR LES ACTIONS A REALISER

ode du site Natura 2000 :	: 000:	FR2600987	Communes et numéro de parcelles cadastrales : Saint-Agnan (58), parcelles AB 104, 105, 50, 51
ction contractuelle: Code: NO1Pi	Code: N	101Pi	Libellé: Chantier lourd de restauration de milieux ouverts par débroussaillage
ontrat suivi d'une IAEC (N01Pi)	) ino 🗆	□ oui (une demande sera faite) □	Non ⊠

Nombre d'interventions prévues (NI): 1

Si l'action concernée est une action récurrente, veuillez détailler le montant prévisionnel par intervention.

### Dépenses sur devis (achats et prestations de service) Η̈́

Frais d'étude et frais d'expert		0		
Montant réellement supporté en €	1 050,00 €			
Montant TVA présenté en €	00,00€			
Montant HT présenté en €	1 050, 00 €			
Unité	ha			
Quantité	0,89			
Identifi- cation du justificatif	devis			
Nom du fournisseur	Vincent Martin			
Description de la dépense	Débroussaillage léger Vincent Martin		IOTAL (hors frais d'étude et frais d'expert)	Total des frais d'étude et frais d'expert
Id_elemen	<b>S3</b>			

## 2. Dépenses de rémunération

Etablies sur la base du coût réellement supporté en frais de salaire déclarés (les dépenses à prendre en compte sont notamment les salaires et les charges salariales prévisionnels qui seront supportés par le demandeur).

Frais d'étude et frais d'expert	_	_		
d'ét d'ét d'ex		ш		
Montant réellement supporté en €				
Fiche de paie ou autre justificatif joint		_		
Temps prévisionnel consacré à cette intervention <sup>8</sup> (heures/an)		-		
Temps de travail sur la période en heures				
Coût salarial sur la période (€)				
Qualité				
Nom Prénom				
Description de l'intervention (Type de mission)			TOTAL (hors frais d'étude et frais d'expert)	Total des frais d'étude et frais d'expert
Id_eleme nt				

Reporter l'identifiant que vous avez indiqué sur le plan de localisation des engagements selon la nomenclature décrite dans la notice du formulaire (linéaire, ponctuel, sufacique)
 A indiquer pour une intervention seulement, et ce, même dans le cas de récurrence.
 Montant prévisionnel pour les salaires : salaire brut + charges patronales, au prorata du temps passé sur l'action – Formule : coût salairal sur la période / temps de travail sur la période) \* temps prévisionnel consacré à l'action

# 3. Dépenses de frais professionnels (frais de déplacement, d'hébergement et de restauration)



	Frais d'études et frais d'expert	]		
	Montant réellement supporté en €			
	Montant HT présenté en € Montant TVA présenté en €			
r):	Montant HT présenté en €			
Dépenses sur frais réels (dépenses engagées par l'employé puis remboursées par l'employeur)	Identification du justificatif (devis)			
s engagées par l'employé pu	Nom de l'agent¹¹			
ır frais réels (dépense	Description de la dépense <sup>10</sup>			
Dépenses si	Id_element			

## Dépenses sur coûts forfaitaires :

Id_element	Id_element   Description de la dépense	Montant forfaitaire unitaire	Quantité	Unité (€,)	Identification du justificatif (devis)	Montant HT présenté en €	Montant HT présenté en €   Montant TVA présenté en €	Montant réellement supporté en €	Frais d'études et frais d'expert
									מבאחבור
							The state of the s	The state of the s	]
								The same of the sa	]
									]

### Dépenses sur factures :

Pepellaca :	percentage and lactures .						
Id_element	Id_element Description de la dépense	Dénomination du fournisseur	Identification du justificatif (devis)	Montant HT présenté en €	Montant TVA présenté en €	Montant réellement supporté en €	Frais d'études et frais d'expert
							]

### Dépenses sur barèmes 4.

TOTAL (hors frais d'étude et frais d'expert)

Total des frais d'étude et frais d'expert

Utilisable uniquement dans le cas où un barème peut être mobilisé pour l'action concernée. Si la subvention de l'action réalisée est calculée sur barème, seul ce tableau de dépenses est à renseigner.

×

- 1				מי מכנים ווייים ובמוויים ב	בחיבתוכר שמו המו בון	ל מו מו לימו לימו לימו לימו לימו לימו לי	٠/ن
Descripti	ion de la dépense	Montant unitaire HT	Nombre d'interventions	Quantité	Unité	Montant réellement supporté en €	Frais d'étude
							s et

½ Ex : frais de déplacement, frais d'hébergement... '' En cas de dépenses sur frais réels (dépenses engagées par l'agent, remboursées par l'employeur sur justificatifs)

		d'expert
	The state of the s	
TOTAL (hors frais d'étude et frais d'expert)		
Total des frais d'étude et frais d'expert		×

## 5. Frais d'amortissement liés à l'action

Id_element	Type de matériel	Identification du justificatif (devis)	Date de début d'amortissement	Durée de l'amortissement	Unité	Montant réellement supporté en €
TOTAL (hors fr.	rais d'étude et frais d'expert)					
Total des frais d'étude et	d'étude et frais d'expert					

### 6. Coûts indirects

	3-2013)
	:UE 130
	1-b du r
	(art 68-
-	iligibles
	rectement e
	is alrect
4	0
4F 0/ 42- 5-1- 4-	als de p
7 7	M des II
1	, cr an :
to the contesting of an extent	Jiallalit
d ballet a	וו רפחצ וו
tion of	n n lions
Young's	a i opero
to a local control of the state	
100	
r loc coûte	ß
l'aida er	aide su
hánáficiar da l'aida eur l	Non ⊠
à háná	2
(andone)	oui oui
meb suc	
ande (n	2
Je dem	

## 7. Recettes générées par l'opération

Description des recettes	Montant présenté





## FICHE DES DÉPENSES Nº 2 — DÉTAIL DES ACTIONS (REMPLIR UNE FICHE PAR ACTION)

## FICHE DE PRÉSENTATION DES DÉPENSES POUR LES ACTIONS A REALISER

Code du site Natura 2000:	: 000	FR 2600987	Communes et numéro de parcelles cadastrales : Saint-Agnan (58), narrelles AR45, 46, 47, 48, 49, 50
51, 104, 105			
Action contractuelle: Code: N03Pi	Code:	NO3Pi	Libellé : Gestion pastorale d'entretien des milieux ouverts dans le cadre d'un projet de génie écologique.
Contrat suivi d'une MAEC (NO1Pi)	ino 🗆	☐ oui (une demande sera faite) 区 non	

Nombre d'interventions prévues (NI) : 1

Si l'action concernée est une action récurrente, veuillez détailler le montant prévisionnel par intervention.

## 1. Dépenses sur devis (achats et prestations de service)

Id_elemen t¹²	Description de la dépense	Nom du fournisseur	Identification du justificatif	Quantité	Unité	Montant HT présenté en €	Montant TVA présenté en €	Montant réellement supporté en €	Frais d'étude et frais d'expert
L2, L3	Installation clôture et barrière	Vincent Martin	devis	645	Ē	5 852,00 €	0,00€	5 852,00 €	
	IOIAL (hors frais d'etude et frais d'expert)					5 852,00 €	€ 00'00	5 852,00 €	
	Total des frais d'étude et frais d'expert								

## 2. Dépenses de rémunération

Etablies sur la base du coût réellement supporté en frais de salaire déclarés (les dépenses à prendre en compte sont notamment les salaires et les charges salariales prévisionnels qui seront supportés par le demandeur).

Frais d'étude et frais d'expert	
Montant réellement supporté en €¹⁴	
Fiche de paie ou autre justificatif joint	
Temps prévisionnel consacré à cette intervention <sup>13</sup> (heures/an)	
Temps de travail sur la période en heures	
Coût salarial sur la période (€)	
Qualité	
Nom Prénom	
Description de l'intervention (Type de mission)	
Id_eleme nt	

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> Reporter l'identifiant que vous avez indiqué sur le plan de localisation des engagements selon la nomenclature décrite dans la notice du formulaire (linéaire, ponctuel, sufacique)

<sup>13</sup> A indiquer pour une intervention seulement, et ce, même dans le cas de récurrence.

<sup>14</sup> Montant prévisionnel pour les salaires : salaire brut + charges patronales, au prorata du temps passé sur l'action – Formule : coût salairel sur la période / temps de travail sur la période) \* temps prévisionnel consacré à l'action

	0		
TOTAL (hors frais d'étude et frais d'expert)			
Total des frais d'étude et frais d'expert			×

## 3. Dépenses de frais professionnels (frais de déplacement, d'hébergement et de restauration)



'employeur)
-
ba
nboursées
e
-
·ši-
9
ķ
읭
E
63
parle
s par l'e
iees par l'e
agées par l'e
ngagées par l'e
s engagées par l'e
ngagées par l'e
ngagées par l'e
ngagées par l'e
ngagées par l'e
s (depenses engagées par l'e
s (depenses engagées par l'e
els (depenses engagees par l'e
frais reels (depenses engagees par l'
s (depenses engagées par l'e
frais reels (depenses engagees par l'
sur trais reels (depenses engagées par l'
sur trais reels (depenses engagées par l'
sur trais reels (depenses engagées par l'

	Frais Montant réellement d'études supporté en € et frais d'expert				
()	Montant HT présenté en € Montant TVA présenté en €				The same of the sa
1):	Montant HT présenté en €				
expenses on the control (repenses engagees but I employe buts remponisees par I employeur)	Identification du justificatif (devis)				
a cuidades has I cuidina a ha	Nom de l'agent <sup>16</sup>				
במוחלת בובחו בי	Description de la dépense <sup>15</sup>				
2000	Id_element				

## Dépenses sur coûts forfaitaires :

Frais d'études et frais d'exnert	]		
Montant réellement supporté en €			
Montant HT présenté en € Montant TVA présenté en €			
Montant HT présenté en €	1		
Identification du justificatif (devis)			
Unité (€,)			
Quantité			
Montant forfaitaire unitaire			
Id_element Description de la dépense			
Id_element			

### Dépenses sur factures :

Frais d'études et frais d'expert	_		
Montant réellement supporté en €			
Montant TVA présenté en €			
Montant HT présenté en €			
Identification du justificatif (devis)			
Dénomination du fournisseur			
Description de la dépense			
Id_element			

<sup>15</sup> Ex : frais de déplacement, frais d'hébergement... 16 En cas de dépenses sur frais réels (dépenses engagées par l'agent, remboursées par l'employeur sur justificatifs)

TOTAL (ho	TOTAL (hors frais d'etude et frais d'expert)		-				
Total des	Total des frais d'étude et frais d'expert						2
4	4. Dépenses sur harèmes						4
Utilisable	Utilisable uniquement dans le cas où un barème peut être mobilisé pour l'action concernée. Si la subvention de l'action réalisée est calculée sur barème, seul ce tableau de dépenses est à renseigner.	lisé pour l'action concernée.	. Si la subvention o	le l'action réalisée es	t calculée sur barèn	e, seul ce tableau de dépenses est à renseignel	ř.
Id_eleme		:	Nombre				Frais d'étude
Ħ	Description de la depense	Montant unitaire HI	d'interventions	Quantité	Unité	Montant réellement supporté en €	s et frais
							d'expert
	TOTAL Thomas familia all the day of the state of the						
	THE PROPERTY OF THE PROPERTY O						

## 5. Frais d'amortissement liés à l'action

TOTAL (hors frais d'étude et frais d'expert) Total des frais d'étude et frais d'expert

Id_element	Type de matériel	Identification du justificatif (devis)	Date de début d'amortissement	Durée de l'amortissement	Unité	Montant réellement supporté en €
						The state of the s
TOTAL (hors frais	d'étude et frais d'expert)					
Total des frais d'él	tude et frais d'expert					

×

### 6. Coûts indirects

	à l'opération d'un taux forfaitaire de 15 % des frais de nersonnels directem	
	aide sur les coûts indi	
	beneficier de l	
	ide (nous demandons) a	 ם ממנ
-	Je demar	

## 7. Recettes générées par l'opération

Description des recettes	Montant présenté



## FICHE DES DÉPENSES Nº 3 - DÉTAIL DES ACTIONS (REMPLIR UNE FICHE PAR ACTION)

## FICHE DE PRÉSENTATION DES DÉPENSES POUR LES ACTIONS A REALISER

Action contractuelle: Code: N03Ri Libellé: Gestion pastorale d'entretien des milieux ouverts dans le cadre d'un projet de génie écologique.  Contrat suivi d'une Libellé (une demande sera faite) 🗵 non MAEC (N01Pi)	Code du site Natura 2000	: 000	FR 2600987	Communes et numéro de parcelles cadastrales : Saint Agnan (58), parcelles AB 45, 46, 47, 48, 49, 50,
uelle: Code: N03Ri une □ oui (une demande sera faite) ⊠ non	51, 53, 103, 104, 10	ام		
une □ oui (une demande sera faite) ⊠ non	Action contractuelle:	Code	: NO3Ri	Libellé : Gestion pastorale d'entretien des milieux ouverts dans le cadre d'un projet de génie écologique
	Contrat suivi d'une MAEC (N01Pi)	D D	ui (une demande sera faite)	

Nombre d'interventions prévues (NI): 3

Si l'action concernée est une action récurrente, veuillez détailler le montant prévisionnel par intervention.



## 1. Dépenses sur devis (achats et prestations de service)

Quantité         Unité         Montant HT présenté en €         Montant TVA présenté en €         Montant réellement d'étude et frais d'étude et frais d'expert           3,02         ha         0,00         0,00         0,00         0           1         1         1         1         1         1           1         1         1         1         1         1         1           1										
ha 0,00 0,00 0,00 0,00 0,00 0,00 0,00 0,	Id_elemen Description de la dépense Nom du fournisseur du justificatif				Quantité	Unité	Montant HT présenté en €	Montant TVA présenté en €	Montant réellement supporté en €	Frais d'étude et frais d'expert
00'0 00'0	Pâturage extensif Vincent Martin Convention de prêt à usage	Vincent Martin Convention de prêt à usage	Convention de prêt à usage		3,02	ha	00'0	0,00	00'0	
00'0 00'0										
00'0 00'0				_						
00'0 00'0				_						
00'0 00'0	TOTAL (hors frais d'étude et frais d'expert)						00'0	00'0	0,00	
	Total des frais d'étude et frais d'expert						0,00	00'0	00'0	×

## 2. Dépenses de rémunération

Etablies sur la base du coût réellement supporté en frais de salaire déclarés (les dépenses à prendre en compte sont notamment les salaires et les charges salariales prévisionnels qui seront supportés par le demandeur).

Frais d'étude et frais d'expert
Montant réellement supporté en €¹³
Fiche de paie ou autre justificatif joint
Temps prévisionnel consacré à cette intervention <sup>18</sup> (heures/an)
Temps de travail sur la période en heures
Coût salarial sur la période (€)
Qualité
Nom Prénom
Description de l'intervention (Type de mission)
Id_eleme nt

17 Reporter l'identifiant que vous avez indiqué sur le plan de localisation des engagements selon la nomenclature décrite dans la notice du formulaire (linéaire, ponctuel, sufacique)

4 hidiquer pour une intervention seulement, et ce, même dans le cas de récurrence.
 Montant prévisionnel pour les salaires : salaire brut + charges patronales, au prorata du temps passé sur l'action - Formule : coût salairal sur la période / temps de travail sur la période) \* temps prévisionnel consacré à l'action

			×
- - -  -  -  -  -			
0	0		
		TOTAL (hors frais d'étude et frais d'expert)	Total des frais d'étude et frais d'expert

## 3. Dépenses de frais professionnels (frais de déplacement, d'hébergement et de restauration)

	Frais d'études et frais d'expert			C
	Montant réellement supporté en €			
	Montant HT présenté en € Montant TVA présenté en €			
н):	Montant HT présenté en €			
iis remboursées par l'employeur)	Identification du justificatif (devis)			
Dépenses sur frais réels (dépenses engagées par l'employé puis r	Nom de l'agent²¹			
ur frais réels (dépense	Description de la dépense <sup>20</sup>			
Dépenses su	Id_element			

Dépenses sur coûts forfaitaires :

Id_element Description de la dépense unitaire unitaire Quantité (É,) (devis) (devis) (devis) (devis) (devis) (devis) (devis) (fexis) (devis) (fexis) (fex	Depended our Cours Inflation es .								
	ense	Montant forfaitaire unitaire	Quantité	Unité (€,)	Identification du justificatif (devis)	Montant HT présenté en €	Montant TVA présenté en €	Montant réellement supporté en €	Frais d'études et frais d'expert
	T								
		-1							0
	1								

Dépenses sur factures :

Frais d'études et frais d'expert			
Montant réellement supporté en E			
Montant HT présenté en €   Montant TVA présenté en €			
Montant HT présenté en €			
Identification du justificatif (devis)			
Dénomination du fournisseur			
1d_element Description de la dépense			
Id_element			



<sup>&</sup>lt;sup>20</sup> Ex : frais de déplacement, frais d'hébergement...
<sup>21</sup> En cas de dépenses sur frais réels (dépenses engagées par l'agent, remboursées par l'employeur sur justificatifs)

TOTAL (hors trais d'etude et frais d'expert)			-	
The said that the said of the said of the said of the said	[		17. 1	
lotal des Itals d'étude et Itals d'expert.				2
				<

### 4. Dépenses sur barèmes

Utilisable uniquement dans le cas où un barème peut être mobilisé pour l'action concernée. Si la subvention de l'action réalisée est calculée sur barème, seul ce tableau de dépenses est à renseigner.

Description de la dépense	Montant unitaire HT	Nombre d'interventions	Quantité	Unité	Montant réellement supporté en €	Frais d'étude s et frais d'expert
						×

## 5. Frais d'amortissement liés à l'action

Id_element	Type de matériel	Identification du justificatif (devis)	Date de début d'amortissement	Durée de l'amortissement	Unité	Montant réellement supporté en €
						_
TOTAL (hors fr	ais d'étude et frais d'expert)					
Total des frais o	l'étude et frais d'expert					

### 6. Coûts indirects

3-2013	
1303	
RUE	
np q-	
-68-1	
s (art	,
ligibles	)
nent (	
recter	
els dire	
ersonne	
dep	•
s frais	
15 % des frais	
بوا	
taire o	
forfa	
un taux	
tion d'u	
oératic	
s à l'or	
irects liés	
indirect	
Soûts	
ır les o	
ide su	
de l'a	on
éficier	_
à bén	
Jons)	oni
eman	
p sno	
n) apr	
demai	
Je (	

## 7. Recettes générées par l'opération

Description des recettes	Montant présenté



INDICATEURS D'EFFORT DE RESTAURATION : Synthèse indicative<sup>22</sup> des dépenses retenues par Habitats et Espèces

Suivi « habitat » (actions surfaciques seulement) :

	Code des actions contractuelles	Montant en € pré- senté pour l'action	Communes	Parcelles cadas- trales	Code Habi- tat 1 (H1)	is- Code Habi- face d'H1 visé Code tat 1 (H1) dans le tat 2 contrat	Code Habi- tat 2 (H2)	Code Habi- face d'H2visé tat 2 (H2) dans le contrat	Code Habi- tat 3 (H3)	% de la sur- face d'H3 visé dans le contrat
	N01Pi	1 050,00 €	Saint Agnan (58)							
FKZ6UU98/ NO	N03Ri	9 00′0	Saint Agnan (58)							

Suivi « espèces » (actions surfaciques, linéaires ou ponctuelles) :

Code du site Natura 2000	Code des actions contractuelles	Montant en € présenté pour l'action	Communes	Parcelles ca- dastrales	Code espèce 1	% de l'ac- tion contri- buant à l'espèce 1 <sup>23</sup>	Code espèce 2	% de l'ac- tion contri- buant à l'espèce 2	Code espèce 3	% de l'ac- tion contri- buant à l'espèce 1	Code espèce 4	% de l'ac- tion contri- buant à l'espèce 4	Code espèce 5	% de l'ac- tion contri- buant à l'es- pèce 5
R  _ _  _														
FR(i,_!lllll														
FRIIIIII														
FRI_(_{														
FRI_[_ _ _														
FRI!_!_!_ i														
FRJ														

Remarque: Une même dépense peut concerner plusieurs habitats/espèces. Si vous n'avez pas d'estimation précise sur la répartition des dépenses, il est possible de mettre la totalité du montant sur l'habitat/espèce concerné,



Ne donne pas lieu à des contrôles
 Pourcentage indicatif du volume financier de l'action qui porte sur l'espèce 1,

